

RENCONTRE

Le patron des FSI aux jeunes : Travaillons ensemble pour une société plus sûre !



La délégation emmenée par Pascal Monin et notre collègue Scarlett Haddad, hier, chez Imad Osman.

Scarlett HADDAD

C'est à la veille de la formation prévue du gouvernement que le directeur général des Forces de sécurité intérieure (FSI), le général Imad Osman, a reçu les étudiants en master de communication de l'Institut des sciences politiques de l'USJ. D'ailleurs, le téléphone interne du général Osman ne cessait de sonner pour lui transmettre les dernières informations sur le processus gouvernemental. Mais cela ne l'a pas empêché de répondre à toutes les questions des étudiants et de leurs professeurs, notamment le coordinateur du master Pascal Monin.

C'est donc à la table de conférence, utilisée généralement pour les réunions du commandement des FSI qui compte 11 membres, dont le directeur général, que les étudiants et leurs professeurs se sont installés pour écouter les explications du général Osman. En français, en arabe et en anglais, pour se faire bien comprendre des étudiants dont certains sont anglophones et d'autres francophones, le général n'a cessé de préciser qu'il n'est pas un homme politique et que sa mission principale est de servir les citoyens et le pays en veillant à l'application de la loi. Il a d'ailleurs précisé que chez les FSI et chez les militaires en général, on ne dit pas : je vais au bureau, mais je vais faire mon service. Ce qui montre bien que l'objectif principal est d'être au service des citoyens. Même s'il a aussi déploré le fait qu'au Liban, il n'y a pas vraiment de citoyenneté, les allégeances allant en général au parti, à la confession et même à la patrie, mais non à la citoyenneté.

Après avoir fait un rapide historique des FSI, qui selon lui sont l'institution la plus ancienne du Liban – c'est sur leur siège principal qu'a flotté le premier drapeau libanais –, le général Osman a expliqué sa vision de la mission de ces forces. Selon lui, il s'agit essentiellement de faire le lien entre les gens et leurs droits, sous le plafond de la loi. En même temps, il s'agit de préserver la vie des gens. Pour lui, le slogan qui résume le mieux sa fonction est le suivant : « Ensemble, pour une société plus sûre. »

Imad Osman a ajouté qu'en théorie cela peut paraître simple, mais qu'en réalité ce n'est pas aussi facile. Car non seulement il y a les crimes ordinaires, mais aussi les actes terroristes, alors que les moyens se sont développés, notamment au niveau de la technologie. Il précise toutefois que celle-ci est encore faible au sein des FSI. Il y a donc un problème de moyens et un autre d'effectifs. Avec une grande franchise, le général précise qu'au sujet du recrutement, pourtant nécessaire, le véritable obstacle est dans le respect de l'équilibre entre chrétiens et musulmans. Même si aucune loi ne stipule clairement cela, sauf pour les fonctions de première catégorie, l'usage veut que les recrutements soient basés sur cette règle. Or, concernant les FSI, la plupart des demandes d'embauche proviennent de Libanais musulmans, et les chrétiens sont très minoritaires, avec des différences de plusieurs milliers. C'est pourquoi, pour préserver l'équilibre confessionnel, la direction est souvent obligée d'embaucher des chrétiens qui n'ont pas de bonnes qualifications... Par la suite, ils commettent des fautes, et le travail s'en ressent. Le général Osman a affirmé qu'il n'hésite pas à déférer un agent des FSI ayant fauté devant le conseil de discipline. À ce sujet, il est catégorique pour dire qu'il ne répond pas aux hommes politiques qui cherchent à exercer des pressions ou à influencer sur ses décisions. Malheureusement, confie-t-il, le système de recrutement reste tributaire de considérations confessionnelles. Le problème se pose aujourd'hui avec acuité, car les FSI s'apprennent à embaucher 2 000 nouvelles recrues.

Pour le général Osman, il est essentiel de gagner la confiance des ci-

toyens, mais cela ne peut se faire que si les FSI font bien leur travail. C'est pourquoi on l'accuse souvent d'être sévère et de ne pas hésiter à avoir recours au conseil de discipline. Il a d'ailleurs déféré 35 officiers devant cette instance, ce qui avait suscité quelques remous. Mais le général considère qu'il est un homme juste et que son principal souci est d'appliquer la loi.

Interrogé au sujet de l'officier qui avait été accusé d'avoir monté un réseau de prostitution, Imad Osman a précisé que ce dernier a en fait touché de l'argent pour ne pas établir un procès-verbal à l'adresse du responsable du réseau. L'officier a été sanctionné. Le général reconnaît en outre que la lutte contre la corruption est une de ses priorités, avec la lutte contre les crimes et le terrorisme. Il a toutefois précisé qu'en matière de corruption, les enquêtes se heurtent parfois au mur des immunités. En tout cas, il s'est promis de lutter contre la corruption au sein de l'institution qu'il dirige, ne serait-ce que pour donner l'exemple. Et si cela déplaît, assure-t-il, il est prêt à s'en aller, sachant qu'il a encore devant lui six années de service.

Au sujet de la lutte contre le terrorisme, il a souligné que le Liban est dans une situation bien meilleure que celle de nombreux pays de la région, malgré le « volcan syrien » qui envoie de temps en temps des « coulées de lave ». Il a confié qu'il y a une grande coopération avec de nombreux services étrangers, via Interpol, qui est le canal officiel et dont il est le directeur général au Liban, et via des canaux particuliers. Il y a aussi une importante coopération avec les autres services libanais qui sont désormais mus par une sorte d'esprit de compétition loyale. En même temps, pour lutter contre le terrorisme de façon préventive, les FSI comptent sur les partenaires civils locaux, sachant qu'au Liban, un secret n'est jamais gardé longtemps. L'envers de la médaille, c'est que souvent les informateurs disent un peu n'importe quoi. Il faut donc faire le tri et décider quelle piste est sérieuse et quelle autre ne l'est pas. Il faut aussi avoir un support technologique et en même temps infiltrer les milieux proches des terroristes. Ce n'est pas facile, affirme-t-il, mais c'est faisable, et le résultat est, selon lui, acceptable. Le général Osman, rappelle-t-on, a occupé pendant plusieurs années le poste de chef des services de renseignements des FSI.

Dans ses fonctions, il y a aussi la police routière dont le travail laisse à désirer, en raison notamment de l'attitude des gens, qui manquent souvent d'esprit civique. Il a reconnu ainsi que le problème du trafic est une vraie catastrophe, notamment à cause de l'infrastructure routière insuffisante. Si cela ne tenait qu'à lui, il créerait au Liban un métro aérien, financé selon le système du BOT (Build, operate and transfer). « Mais même si le projet est signé aujourd'hui, il faudra deux ans pour l'exécuter », a-t-il dit.

Au sujet de l'aéroport, il a affirmé que l'autorité dans ce lieu public est partagée entre différents services : l'armée, la Sûreté générale, les douanes et les FSI. Ces dernières restent, selon lui, l'autorité la plus influente. Malgré cela, une unité de l'armée a occupé récemment une position des FSI. Celles-ci ont reçu l'ordre de s'en retirer, pour éviter l'aggravation du conflit, avant de revenir après le règlement de cet incident. Pour Imad Osman, les incidents de ce genre sont monnaie courante, mais l'essentiel est de savoir les régler avec sagesse et selon l'intérêt des Libanais.

Interrogé avec insistance par les étudiants sur l'identité du nouveau ministre de l'Intérieur, il a affirmé ne pas la connaître. « De toute façon, je coopérerai avec lui », s'est-il contenté de répondre. Lorsqu'il décide de ne rien dire, nul ne peut arracher une information au général Imad Osman !